

Journal de Côte d'Ivoire

N° 29 du 20.04.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Cote_dIvoire.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part :

Dr. Eric Edi: An 1 du renversement du Président Laurent Gbagbo et de l'ordre constitutionnel en Côte d'Ivoire.

Cameroonvoice. ; Audience du 18 juin: GBAGBO doit récuser la CPI et exiger d'être libéré!.

Comité Valmy : EN PARTANCE POUR BAMAKO - OUATTARA CHASSE PAR LES MALIENS.

1 Dossier

1-1 Source : Marc Micaë : 11 avril 2011, une date mémorable de l'histoire de la Côte d'Ivoire

1-2 Alain BOUIKALO : [Où est donc votre victoire chères Ouattaristes?](#)

1-3 COPE ET L'UMP CAUTIONNENT-ILS LES APPELS AU MEURTRE DU RDR AVEC QUI ILS PACTISENT?

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

2-1 COMMEMORATION DU 11 AVRIL 2011: Déclaration des Ivoiriens vivant en exil.

2-2 Fernand As : Un an seulement, mais déjà trop de mauvais souvenirs

2-3 Gilles Naismon : Les forces pro-Ouattara engagent une traque aux jeunes.

Tiré à part :

Dr. Eric Edi: An 1 du renversement du Président Laurent Gbagbo et de l'ordre constitutionnel en Côte d'Ivoire.

Déclaration conjointe du 'African Diaspora for Democracy and Development' – Pennsylvania et du Congrès Africain pour la Défense de la Démocratie et la Souveraineté

Philadelphia le 11 Avril 2012. Il y a un an que le Président Laurent Gbagbo, démocratiquement et constitutionnellement élu au deuxième tour de l'élection présidentielle de novembre 2010 a été renversé par les forces militaires de la France, de l'ONU en collaboration avec les Forces Nouvelles de Alassane Ouattara.

Ces forces ont fait la guerre à la Côte d'Ivoire avec le soutien des Etats Unis et de l'Union Européenne sous le regard acquiesçant de la CEDEAO et l'Union Africaine.

En ce jour anniversaire, le Congrès Africain pour la Défense de la Démocratie et la Souveraineté (CADDs-USA) rejoint les patriotes et souverainistes ivoiriens pour saluer les victimes des sanctions économiques et de la guerre qui ont suivi l'élection présidentielle de novembre 2010. Les morts, les

blessés, les exilés, les déplacés internes symbolisent la mise à mort de « **l'Alternative démocratique** » et de « **l'Action pour les Libertés** » que le Président Laurent Gbagbo a introduits dans la vie politique ivoirienne. Le 11 avril 2011 a court-circuité le réveil constitutionnel et démocratique et la marche ivoirienne vers l'autonomie.

Une année après le déluge, le droit a disparu en Côte d'Ivoire : les forces de Mr. Alassane Ouattara continuent de tuer impunément, la constitution est violée au quotidien, le tribalisme des « **nordistes** » est devenue la bonne gouvernance. Malgré des manquements démocratiques criards, Mr. Alassane Ouattara est devenu le président de la Conférence des chefs d'état de la CEDEAO pour étouffer l'Afrique de l'Ouest. L'incohérence de la CEDEAO dans la crise malienne montre que le régime d'Alassane Ouattara abhorre les méthodes constitutionnelles et ne peut pas apporter la paix, la réconciliation, et le développement à la Côte d'Ivoire et à l'Afrique de l'Ouest. Une seule année a suffi pour découvrir que le régime inique d'Alassane Ouattara est arrivé dans les bombes de la France pour préserver le néolibéralisme occidental au détriment de l'Afrique. Sinon, personne ne peut comprendre la reprise des accords de coopération avec la France, pourtant facteurs du retard économique de la Côte d'Ivoire.

Camarades patriotes, et souverainistes de la Côte d'Ivoire, en ce 11 avril 2012, il nous faut nous féliciter pour nos accomplissements depuis le 11 avril 2011. Le plus important, nous avons réussi à ne pas laisser le silence tomber sur la situation de la Côte d'Ivoire qui ne fait plus la une des journaux mondiaux, sur le sort de Laurent Gbagbo, des prisonniers et des exilés politiques du gouvernement d'Alassane Ouattara. Nous avons propagé la vérité sur l'élection présidentielle de 2010 et les raisons de la guerre que la France et ses alliés ont livrée contre la Côte d'Ivoire souverainiste.

Maintenant, aller encore plus loin nécessite embrasser ensemble les dimensions sociales, spirituelles, financières, économiques, culturelles et intellectuelles de notre patriotisme.

Dr. Eric Edi

<http://cameroonvoice.com/news/news.rcv?id=6544>

Cameroonvoice. ; Audience du 18 juin: GBAGBO doit récuser la CPI et exiger d'être libéré!

« On ira jusqu'au bout ! », tel semble être notre nouveau cri de guerre contre l'arbitraire et le mépris judiciaire dont un des nôtres est rendu victime sur demande de la France. Mais « On ira jusqu'au bout de quoi » ? Ainsi se pose la problématique réelle du procès du Président GBAGBO à la CPI (Cour Pénale Internationale).

« **On ira jusqu'au bout !** », tel semble être notre nouveau cri de guerre contre l'arbitraire et le mépris judiciaire dont un des nôtres est rendu victime sur demande de la France. Mais « **On ira jusqu'au bout de quoi** » ? Ainsi se pose la problématique réelle du procès du Président GBAGBO à la CPI (Cour Pénale Internationale).

La Révolution Permanente est très indignée et elle veut donner sa position officielle dans ce combat engagé par la Résistance patriotique et révolutionnaire contre l'agression multiforme dont un des fils du continent africain et son peuple sont victimes.

Notre position sur la mascarade appelée CPI n'a jamais varié et elle ne variera jamais. Mais aujourd'hui, elle se renforce par une posture nouvelle afin que nous puissions réellement aller « **jusqu'au bout** ». Comme le disent les Ivoiriens, notre position se renforce « **afin que nous terminions ce qu'ils ont commencé** ».

Et pour aller droit au but, nous demandons officiellement au Président GBAGBO de déclarer la CPI incompétente et disqualifiée pour le juger. Et alors qu'il exige sa libération pure et simple, ce 18 juin 2012.

Les raisons qui nous ont poussés à cette position forte mais stratégiquement justifiée, sont multiples. Et nous en citerons quelques unes pour que devant l'histoire, le peuple africain et les observateurs du monde entier soient pris à témoin.

D'abord de l'incompétence de la CPI

Cette cour existe parce qu'elle a été créée par l'ONU (Organisation des Nations Unies) dont la Côte

d'Ivoire est membre, pour juger les auteurs de crimes dits contre l'humanité. Pour que cette cour puisse exercer sa compétence dans un pays et contre les citoyens de ce pays, il faut que ses actes de création soient signés et ratifiés.

La Côte d'Ivoire n'a jamais ratifié les actes de création de la CPI et donc comme les Etats-Unis d'Amérique, cette cour ne peut juger les citoyens ivoiriens.

On nous répondra que la CPI a signé un accord de coopération judiciaire avec le pouvoir Ouattara et que dès lors, le régime Ouattara aurait conféré par cet acte, une compétence pour juger les citoyens ivoiriens soupçonnés de crimes relevant de la compétence de la CPI.

Nous rétorquerons que l'application de tout acte à caractère de convention internationale, à tout citoyen ivoirien est subordonnée à la ratification de cet acte par le Parlement ivoirien. Et que la ratification des conventions ou accords internationaux est encadrée par la Constitution ivoirienne. Or l'acte signé par Ouattara avec la CPI n'a jamais été ratifié en Côte d'Ivoire et donc ne saurait s'appliquer aux Ivoiriens.

Ça c'est du juridisme et nous laissons le soin aux éminents juristes chargés de la défense du Président GBAGBO d'argumenter en droit pour faire observer cette exception de procédure qui devra être soulevée dès l'entame du procès.

Alors revenons aux choses sérieuses.

Ensuite, de la disqualification de la CPI pour juger Laurent GBAGBO

La CPI est une propriété de l'ONU dont une émanation est l'ONUSC, la mission de cette organisation venue en Côte d'Ivoire pour faire observer un cessez-le-feu entre les protagonistes de la crise ivoirienne et désarmer les rebelles du MPCI, du MPIGO et du MJP rebaptisés ensuite Forces Nouvelles.

Mais l'ONUSC ne désarmera aucun rebelle pendant 8 années de présence en Côte d'Ivoire et, au lendemain du contentieux électoral né de l'application régulière et normale des procédures qui gouvernent les élections en Côte d'Ivoire, cette mission onusienne a convoyé des mercenaires armés, fourni des équipements à ceux-ci et aidé à créer un commando de tueurs dit "*Commando invisible*" dans le quartier populaire d'Abobo considéré pro-Ouattara. Ce commando dirigé par feu Ibrahim Coulibaly alias Général IB a donné la mort à plus de 30 agents des Forces de Défense et de Sécurité alors qu'ils étaient endormis dans leurs domiciles. Le même commando a fait une descente punitive dans le village d'Anonkoi kouté et y a laissé 56 morts en une seule nuit dont plusieurs femmes, des vieillards et des enfants tués puis brûlés. Tous ces actes qui ne sont qu'une liste lapidaire des atrocités commises par le Commando invisible, ont été perpétrés sous la protection des chars et avions de guerre de l'ONU en Côte d'Ivoire (ONUSC).

La même organisation, avec ses avions de guerre, a bombardé aux côtés de l'armée française, les positions des *Forces de Défense et de Sécurité* (FDS) à Duekoué puis après avoir réussi à forcer les FDS à abandonner leurs positions, elle y a laissé les civils, notamment femmes et enfants, entre les mains de mercenaires et braconniers Dozo. Cela a donné plus de 1000 personnes égorgées ou brûlées vives en une seule journée et plusieurs autres exécutions sommaires dont le nombre dépasse de loin les 3 000 morts.

C'est encore cette même organisation, qui participa aux côtés des forces rebelles aux combats dans la commune dite pro-GBAGBO de Yopougon où les organisations de défense des droits de l'homme ont relaté les cas d'exécutions sommaires de plusieurs étudiants commises par les hommes de Ouattara.

Mieux, les chars de l'ONU et les avions de cette organisation ont participé aux bombardements de la résidence présidentielle de Cocody conduits de façon excessivement barbare par l'Armée Française. Jusqu'à ce jour, les corps de plusieurs centaines des jeunes élèves et étudiants amassés en bouclier humain autour de cette résidence, qui appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire et qui a été présentée comme un Bunker privé de GBAGBO, tués par les bombes françaises et onusiennes, n'ont jamais été rendus à

leurs familles. C'est en cherchant à comprendre où sont-ils passés que nous avons découverts récemment qu'ils ont été empilés dans deux conteneurs de 20 à 40 pieds puis transportés par l'Armée française vers une destination inconnue.

Alors nous disons, le propriétaire de la CPI, acteur et complices de massacres inqualifiables de civils en Côte d'Ivoire, nous donne des raisons de disqualifier la CPI. Premièrement parce que cette Cour reste un démembrement de l'ONU. Deuxièmement parce qu'elle reste un instrument de cette organisation pour parachever le travail inhumain et sans morale commencé en mars 2011 en Côte d'Ivoire.

D'autre part, une récente correspondance adressée à Soro Guillaume, chef de la Rébellion et homme de main de Ouattara Alassane, par Monsieur Ocampo, procureur de ladite cour ayant conduit les procédures illégales de transfèrement du Président GBAGBO à la CPI, pour le féliciter comme un ami qui connaît une promotion, alors que ce chef rebelle est manifestement impliqué dans des violations graves des droits humains en Côte d'Ivoire, finit par nous convaincre de l'existence de liens de complicité et de connexité étroits entre les juges de la CPI, fonctionnaires de l'ONU, et le régime Ouattara qui ne cache pas au plan politique, ses liens étroits avec les accusateurs et juges de Laurent GBAGBO.

Il y a moins d'un mois, à Grand Bassam dans une commune sise à 40 Km d'Abidjan, le Colonel Katé, un officier de l'armée ivoirienne en exil et rentrant sur insistance de Soro Guillaume pour se mettre au service de la Côte d'Ivoire, a été attaqué à son hôtel par les soldats de l'ONUCI. Les 7 jeunes militaires qui l'accompagnaient ont été tués sur le champ et Colonel Katé, dont on ignore s'il est encore en vie, a pris une balle à l'abdomen qui l'a éviscéré et une autre balle à la poitrine.

A ce moment précis en Côte d'Ivoire, ce sont les soldats de l'ONU en Côte d'Ivoire, ou des mercenaires portant les tenues, utilisant les véhicules et les armes de cette organisation qui assurent la sécurité et l'escorte de Ouattara, un des protagonistes de la crise ivoirienne dont l'armée, composée des rebelles des Forces Nouvelles, est citée nommément par les organisations de défense des droits humains comme auteur de plusieurs massacres de civils avant et après le 11 avril 2011 alors que Ouattara en exerçait le commandement officiel suite à un décret qu'il signa en mars 2011 alors qu'il était retranché à l'Hôtel du Golf.

Pour toutes ces raisons et afin que s'arrête définitivement l'arbitraire et le mépris de la morale dont fait preuve l'ONU et son instrument judiciaire, la CPI, dans la crise ivoirienne, le Président GBAGBO doit, aux premières heures du 18 juin 2012, dire à la face du monde :

- 1. qu'il n'accorde aucun crédit à la CPI comme une cour de justice indépendante, impartiale et juste ;**
- 2. qu'il considère la CPI comme le prolongement judiciaire de la guerre de soumission coloniale engagée par la France et ses alliés occidentaux contre lui et le peuple souverain de Côte d'Ivoire ;**
- 3. qu'il ne peut pas accepter de laisser perpétuer cette mascarade judiciaire engagée par l'Occident contre les Africains, sans réagir ;**
- 4. qu'il décide de ne plus jamais comparaître devant cette Cour de combine et d'instrumentalisation du droit international ;**
- 5. qu'il exige la création d'une Cour Pénale Spéciale Africaine pour connaître de tous les crimes réels ou supposés, commis en Côte d'Ivoire depuis son avènement au pouvoir en 2000 ;**
- 6. qu'accepter d'être jugé par la CPI, revient à se faire complice de cette justice d'intimidation, de diabolisation et d'insulte à l'Afrique qui est ainsi présentée à la face du monde comme un continent abritant des chefs criminels, dès lors que l'un quelconque de ses chefs ose dire non à une exigence déplacée de la France ou des USA ;**

Samedi 21 avril 2012

<http://www.cameroonvoice.com/news/news.rcv?id=6581>

Comité Valmy : EN PARTANCE POUR BAMAKO - OUATTARA CHASSE PAR LES MALIENS.

Les chefs d'Etat de la Cedeao qui se rendaient hier au Mali ont essuyé hier la colère des populations qui ont tout simplement envahi le tarmac de l'aéroport de Bamako. La partie a tourné à l'humiliation pour Alassane Ouattara qui a dû sortir un joker pour sauver la face. Retour sur un ballet aérien sous-régional. Les chefs d'Etat de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) qui se rendaient hier au Mali pour sommer la junte de se retirer du pouvoir ont dû rebrousser chemin. Ils se sont finalement donné rendez-vous à l'aéroport Félix Houphouët Boigny d'Abidjan, après que l'avion transportant le chef de l'Etat ivoirien, qui avait pénétré l'espace aérien malien, a été refoulé. Selon des témoins présents à Bamako, l'avion du président en exercice de la Cedeao a été contraint de faire demi-tour, les conditions sécuritaires pour atterrir n'étant pas réunies.

Le Burkinabè Blaise Compaoré, le Béninois Yayi Boni, la Libérienne Ellen Johnson Sirleaf, le Nigérien Issoufou Mahamadou et le ministre nigérian des Affaires étrangères, qui étaient eux aussi attendus à Bamako, pour tenter d'obtenir de la junte l'application du schéma de sortie de crise dicté par la France, seront eux également contraints de renoncer à ce voyage. Des centaines de Maliens indignés par les menaces de la Cedeao ont pris d'assaut, dès les premières heures de la journée, le tarmac de l'aéroport de Bamako.

Pour sauver la face, Ouattara décide d'une réunion d'urgence du panel à l'aéroport FHB d'Abidjan, à l'issue de laquelle l'option militaire est réaffirmée et des sanctions draconiennes visant à étouffer l'économie malienne prises. Des décisions qui rappellent en bien des points les sanctions prises contre le régime Gbagbo, où la Cedeao, l'Uemoa et les institutions bancaires sous-régionales comme la BCEAO, la BIDC et la BOAD deviennent des instruments pour soumettre les Etats membres.

Cet échec de la délégation de chefs d'Etat et de ministres de la sous-région est le signe de l'inexpérience du tout nouveau président en exercice de la Cedeao ; poste dont les autres chefs d'Etat ne voulaient pas. Pour avoir compris que c'était une coquille vide. Dans la réalité, le retour à l'ordre constitutionnel au Mali n'est pas une préoccupation pour Ouattara et ses quelques pairs de la Cedeao qui jouent les va-t-en-guerre. En militant pour l'avènement d'une transition dirigée par Dioncounda Traoré, président de l'Assemblée nationale dissoute par la junte, ces chefs d'Etat qui ne sont pas à leur premier acte cautionnent le renversement du président Amadou Toumani Touré.

A en juger d'ailleurs par le choix du médiateur, on comprend que c'est dans une aventure plus périlleuse qu'elle ne l'est aujourd'hui avec le coup d'Etat du 22 mars que la Cedeao - aux ordres de Paris - veut entrainer le Mali. Ces populations disent se rappeler les crises récentes en Guinée et en Côte d'Ivoire dont le chef de l'Etat burkinabè était médiateur. En Côte d'Ivoire, la partie a fini dans le sang, après que le médiateur a choisi son camp et a milité pour que le président Gbagbo soit bombardé, arrêté et transféré à La Haye. En Guinée voisine, le chef de la junte militaire a dû céder sa place à un de ses collaborateurs - après avoir échappé à la mort suite à une tentative d'assassinat. Fortement diminué, il vit aujourd'hui encore à Ouagadougou.

Pour toutes ces raisons, la déception est grande chez les Maliens qui ont envahi hier le tarmac de l'aéroport de Bamako, et qui scandaient des propos hostiles à Alassane Ouattara. « Les Maliens regrettent de t'avoir soutenu », « Nous n'avons pas de leçon à recevoir de toi », « Alassane Ouattara, comment es-tu arrivé au pouvoir en Côte d'Ivoire ? », etc. Les messages sur les écrans étaient assez évocateurs de la déception des Maliens qui apprennent à leurs dépens les réalités des connexions mafieuses et lobbies qui dirigent le monde.

Emmanuel Akani

Sources : [LE NOUVEAU COURRIER](#) - [REGARDS CROISES : Le Blog de Fernand Dindé](#)
dimanche 1er avril 2012,

[Comité Valmy](#)

1 Dossier

1-1 Source : Marc Micaë : 11 avril 2011, une date mémorable de l'histoire de la Côte d'Ivoire
Le lundi 11 avril, désormais une date qui ne passera pas inaperçu pour les ivoiriens, tout bord s'entend bien sûr. Il nous a suffi de constater l'engouement manifesté autour de cette date pour nous en convaincre..

Ce jour-là, 11 avril 2011, Laurent Gbagbo est capturé, à l'issue de plusieurs jours de bombardements continus et soutenus de sa résidence, par les hélicoptères de la coalition armée, force Licorne-Onuci, puis conduit manu-militari au quartier général de son adversaire politique Alassane Ouattara. Là, il sera filmé, photographié comme une bête de foire et exhibé au monde entier tel un trophée de guerre ! Aujourd'hui, ses adversaires, interprètent ce jour comme la « victoire de la vérité ». Ses partisans quant à eux, le qualifie de « jour de la recolonisation de la Côte d'Ivoire par la France ».

Au-delà de ces considérations de chapelles politiques, il faut tout de même reconnaître que cette arrestation du 11 avril est un tournant décisif dans la crise que vit la Côte d'Ivoire.

Un fait, dira t-on, à marquer d'une pierre blanche. L'une des premières conséquences a été la prise du pouvoir par Alassane Ouattara. Ce dernier, soutenant avoir remporté l'élection présidentielle de 2010, ne s'était-il pas calfeutré dans QG de campagne à l'hôtel du Golfe, attendant certainement que ses soutiens étrangers fassent le sale boulot ? C'est bien à partir de cette date que le nommé Alassane Ouattara, aura l'effectivité du pouvoir, au sortir d'une violence d'un autre âge, au prix du sang de milliers de vies humaines. Du jamais vu, l'individu aura prêté, en l'espace de deux mois, à lui tout seul, deux serments pour devenir président ! Remarquons bien que jusque-là, aucune institution de la république n'avait daigné le suivre dans cette grossière aventure. De même, ni l'armée régulière, ni même les ivoiriens dans leur grande majorité, encore moins, le Conseil Constitutionnel, organe supérieur, chargé de proclamer les résultats définitifs de l'élection présidentiel, au regard de la Constitution de la république de Côte d'Ivoire.

Comment qualifier une telle manière d'accéder au pouvoir ? Disons-le tout net : ce n'est ni plus, ni moins qu'un coup d'Etat. Le deuxième du nom en Côte d'Ivoire, après celui du général Robert Gueï et de ses "jeunes mutins". Contrairement à celui d'Alassane Ouattara, notons que celui de Robert Gueï a été décrit par l'ensemble des observateurs, comme s'étant déroulé « sans effusion de sang ». Notons aussi la grande explosion de joie des ivoiriens descendus nombreux dans les rues, qui s'en est suivie. Ce coup d'Etat perpétré par et pour Alassane Ouattara, aura plongé la Côte d'Ivoire dans un chaos sans précédent, à l'issue duquel, les ivoiriens continuent de porter le deuil. En effet, ce 11 avril marquera un tournant décisif dans la jeune histoire de ce pays.

Cette date est à commémorer. Fut-elle triste, tragique, voire honteuse, c'est tout de même un pan de notre histoire, l'histoire des ivoiriens. Cela est nécessaire, mieux, essentiel, pour se projeter dans l'avenir. Comme le dit si bien cet historien : « L'histoire est la réponse à une question que pose au passé mystérieux, la curiosité, l'inquiétude (...) ».

Ainsi, ce 11 avril, Alassane Ouattara a accédé au pouvoir. Mais qu'a-t-il fait ou que fait-il de mieux ? A part ses nombreux voyages à travers le monde, laissant derrière lui un pays tout entier plongé dans la terreur et l'insécurité ; des ivoiriens exilés, désabusés, plus que jamais divisés et en proie à une lutte perdue d'avance contre la vie chère ; des fonctionnaires qui ne toucheront jamais leur pension de retraite, car certainement beaucoup parmi eux ne verront jamais ces 60 ans, pour une espérance de vie située en 50 et 55 ans ; l'impunité, la médiocrité au sein même du gouvernement ; les libertés individuelles confisquées ; la presse libre en danger...

C'est pourquoi nous, nous faisons fort d'inviter les ivoiriens qui s'interrogent quant à leur avenir et celui de leur pays. Des ivoiriens dépités dont certains restent là, à marmonner dans leurs salons, écumant quelques fois de rage et de colère, face à cette crise qui perdure. Nous voulons vous inviter tous, au recueillement, à tirer les leçons de ce douloureux épisode de notre histoire commune.

Par ailleurs, que retenir de ce scénario émouvant, duquel est sorti vivant (par la grâce de Dieu !), l'homme Laurent Gbagbo ? Tout simplement, une leçon de courage, d'abnégation, de sacrifice et de patriotisme, pour tous ceux qui se disent patriotes. Car, pour citer notre ami Malick Seck Noel, nous dirons : « là où tout le monde se serait enfui, Gbagbo est resté ». Debout Côte d'Ivoire !

Source : Marc Micaë

11 avril 2011

<http://www.abidjandirect.net/index2.php?page=poli&id=47551>

1-2 Alain BOUIKALO : [Où est donc votre victoire chers Ouattaristes?](#)

Vive le 11 Avril 2011, Vive la France, Vive Sarkozy, vive le drapeau français, vive Ouattara, Vive Bédié !!!

Vous avez jubilé, arboré les images de la chute de Gbagbo.

Vous avez dansé au son de **Tiken Jah, Afou Kéïta, Fadal Day, N'Guess Bon Sens à la place Inch Allah.**

Vos militants ont tout dit sauf ce que la sagesse recommande, vos médias caporalisés ont joué leur partition (RdrTV, Rfi, France 24, Tv5, Onuci Fm).

Votre ambassadeur **Jean Marc Simon** a lu sa tirade désolante sur votre radio internationale, Rfi dans son édition de 06h30 Gmt (11 avril 2012).

Nous avons vu Jacques Chirac voler quelques forces à sa vieillesse pour aider Ouattara et le MPC, nous avons aperçu De Villepin, puiser dans son nombrilisme, des galons de celui qui impose ses choix. Sarkozy de Nagy Bocsa s'est même éloigné du Yacht de son ami Bouygues pour filer une lettre à Youssouf Bakayoko et exiger que celui qui a refusé d'être son Sganarelle (valet), cède le pouvoir à son ami, pour le bonheur du peuple. Nous avons vu, une certaine Salimata Porquet se vider de ses larmes lors d'un sommet de la Cedeao à Abuja. Ses larmes appelaient l'institution sous régionale à une intervention militaire en Côte d'Ivoire pour dit-elle, sauver la démocratie. Au nom du peuple! Vos supers Sganarelles qui peuplent la Cedeao, ont abandonné leurs pays et installé leurs quartiers à Abidjan, toujours, au nom du peuple!

Vous avez fait sortir la grande artillerie, plus puissante que celle que vous avez eu la gentillesse de déployer dans la nuit du 18 au 19 Septembre 2002. Vous avez enduit vos muscles de beurre de karité et copieusement, vous avez bombardé la résidence du chef de l'état. Ce Chef a résisté, comme l'a fait Salvador Allende retranché dans le palais de la Moneda, sous le feu des bombes de putschistes. Vous l'avez capturé et livré à Ouattara comme un esclave jeté aux pieds de son maître. Tout cela au nom du peuple qui ne se savait pas tant aimer. Pour le peuple, vous avez tué, cautionné des assassinats, déglingué la société dans son entièreté, brisé les alliances ethniques consubstantielles avec l'histoire de la Côte d'Ivoire. Vous avez fait des institutions de la république, le réceptacle de tout ce que la morale républicaine rejette. En véritables deus ex machina, vous avez libéré la Côte d'Ivoire comme vous le prétendez.

Vous avez fait tout cela mais vous avez oublié de dire au peuple ce qu'il a gagné. Chers sauveurs, qu'a gagnés le peuple ivoirien? Nous entendons le peuple gémir de toutes parts, il gémit plus qu'il ne l'a fait hier. Il vous regarde les yeux larmoyants vous posant inlassablement la question suivante : « qu'avez-vous fait pour moi? ». Surtout, ne lui répondez pas qu'il a conquis la démocratie. Il vous regardera droit dans les yeux et vous dira : « **Messieurs, retournez en Corée des Nord.** »

De façon classique, l'alternance vise à offrir un mieux être à la population. Lorsqu'on s'écarte des règles classiques et que, dans le sang, on provoque l'alternance avant terme, le bien être du peuple devient plus qu'un devoir. Nous ne pouvons pas soupçonner votre bonne foi au regard des moyens humains, logistiques et financiers déployés pendant plus de 10 ans pour défaire un régime, à l'évidence, mal aimé. Le constat laisse pantois. Entre les rêves des bombes et les besoins du peuple ivoirien, c'est le jour et la nuit. Vous n'arrivez pas, en dépit de votre combat implacable pour le pouvoir, à donner au peuple un balbutiement de joie. Nous pensions qu'il y aurait une unité de vue entre vous et votre peuple bien aimé, pourtant bien tué comme pour nous rappeler le meurtre de Nolibé, l'épouse de Shaka Zulu. Nous nous attendions à une symbiose qui projetterait l'opposition dans les bras de l'oubli. Mais hélas, mille fois hélas ! Vous êtes l'ombre de vous-même, enfermés dans vos tours d'ivoire, vous nourrissez allègrement vos enfants que sont : **la justice des vainqueurs, les mesures anti sociales, le rattrapage ethnique, la terreur, l'insécurité, la médiocrité économique.** La condition actuelle du peuple ne vous fait pas perdre le nord. Tous, vous êtes convaincus d'être dans le juste, le bon, et le merveilleux. Vous disposez d'énormes ressources qui peuvent vous aider à acquérir à vil prix l'adhésion populaire. Vous pensez encore à tous ses pas de danse affolés livrés aux yeux du réconciliateur, ces clubs d'amis de « rattrapés » qui scandent à vos oreilles que le pays est réconcilié, ces scribes, qui, pour justifier leur incompétences affirment que le pays va bien. Vous regardez, vos militants affamés, cacher leurs peines derrière des panégyriques flatteurs. Au fond, le peuple ivoirien est tout malheureux. Malheureux d'avoir perdu un pays, un mieux être.

Si le peuple pour qui vous avez épuisé votre énergie pendant plus de 10 ans, ne sait même pas ce que vous faites de lui, alors, où est donc votre victoire ? Si le peuple que vous aimez à mourir, souffre plus sous votre règne que sous celui des pires tyrans de l'histoire, où est donc votre victoire? Si la pauvre Côte d'Ivoire s'offre le luxe insolent d'être classée parmi les pays non démocratiques d'Afrique, où est donc votre victoire Messieurs? Si s'offrir deux repas par jour, se soigner facilement, scolariser sa

progéniture, trouver un emploi relèvent aujourd'hui d'une exception, alors messieurs dites-nous, où est donc votre victoire?

Merci de nous répondre

Les Pamphlets d'Alain BOUIKALO

Juriste-consultant

bouikhalaud10@gmail.com

<http://www.lynxtogo.info/oeil-du-lynx/afrique/2239-ou-est-donc-votre-victoire-chers-ouattaristes.html>

1-3 COPE ET L'UMP CAUTIONNENT-ILS LES APPELS AU MEURTRE DU RDR AVEC QUI ILS PACTISENT?

L'UMP, parti de Nicolas Sarkozy, actuellement dirigé par Jean-François Copé a signé samedi 14 avril à Paris un accord de partenariat avec le Rassemblement des républicains (RDR) d'Alassane Ouattara. Cette signature est intervenue dans le cadre d'une manifestation intitulée "La France avec les printemps africains", en présence de divers représentants et personnalités, comme Mahmoud Saleh, représentant le nouveau président sénégalais Macky Sall, les anciens Premiers ministres guinéens Cellou Dallein Diallo, Sydia Touré et Lansana Kouyaté ...

De quels *printemps africains* est-il question ici? Du coup d'État, certes printanier, réalisé en Côte d'Ivoire par la France afin d'y installer le futur président de la Cédéao Ouattara le 11 avril 2011 ? Des réélections dans des fauteuils (parfois presque roulants) de toutes les vieilles barbes de la Françafrique à part Wade (Déby, Compaoré, Sassou)? Du récent coup d'État au Mali ? De celui, encore plus récent, en Guinée Bissau?

Les printemps africains, c'est-quoi-c'est-où-c'est-quand-c'est comment (comment)?

Comment le président Guinéen Alpha Condé (tenu pour un chanteur de reggae par Alexandre Adler) doit-il interpréter l'invitation faite à son principal opposant Dallein Diallo

Jean-François Copé, l'homme qui ignorait le sens de l'expression "conflit d'intérêts", a paraphé cet accord "*de coopération et d'amitié*" avec son homologue ivoirien, Amadou Soumahoro et déclaré "*Les putschs militaires n'ont plus d'avenir*" Au lendemain de la Guinée Bissau et quelques mois seulement après la tentative par balles sur le palais du même Alpha Condé à Conakry, la formule n'était-elle pas superfétatoire ? Au regard du rôle, une fois encore, pénible attribué à la France dans la crise malienne, était-il judicieux d'assurer : "*L'échec très rapide du putsch lamentable au Mali ne fait que renforcer ma conviction. Ce type d'opération est condamné par avance*" ? Pour JFC, "*la nouvelle politique africaine de la France, c'est Nicolas Sarkozy qui la conduit*" alors que "*la Françafrique, celle de 'Papa m'a dit', c'est celle du PS et de son candidat*", François Hollande. Amen.

Il est un point sur lequel aucun journaliste présent n'a manifestement songé à questionner l'ami Copé, ce sont les propos, les menaces même, proférées régulièrement, et encore il y a quelques jours par M.Soumahoro à l'encontre du parti de Laurent Gbagbo : « **Désormais, nous allons demander à nos militants de se mettre en ordre de bataille pour mater tous les militants du Fpi qui s'attaqueront au Président Alassane (Dramane Ouattara). Nous n'allons plus accepter les arrogances du Fpi. Oui, nous allons les mater. Ils oublient que tous ceux qui se sont attaqués à Alassane se trouvent au cimetière.** »

Lorsque la polémique éclatera, Soumahoro reculera en prétextant avoir en fait voulu parler de "cimetière politique". Avant de se lancer dans une nouvelle furieuse diatribe contre les journalistes cette fois... À une semaine du premier tour de la présidentielle française, quoi de plus rassurant : le Secrétaire général de l'UMP signe un partenariat avec un homme qui menace de mort les opposants politiques et se moque du tiers comme du quart de la liberté de la presse !

PS : On murmure aussi ici et là que cette manifestation n'aurait en fait eu pour fonction que de contrer médiatiquement le Congrès du Mouvement des Africains de France, initié par Calixthe Beyala le même jour... cela expliquerait peut-être l'étonnante présence au milieu des Ouattaristes d'un ancien très bien vu sous Gbagbo, l'actuel Délégué interministériel à l'égalité des chances pour les Français de l'Outre-mer, Claudy Siar...

Samedi 21 avril 2012

Source: [LE GRI-GRI INTERNATIONAL](http://regardscroises.ivoire-blog.com/)

<http://regardscroises.ivoire-blog.com/>

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

2-1 **COMMÉMORATION DU 11 AVRIL 2011**: Déclaration des Ivoiriens vivant en exil.

Souvenons-nous ! Onze avril 2011 – 11 avril 2012. Voilà un an que l'incroyable s'est produit : le Président Laurent Gbagbo, démocratiquement élu par son peuple et régulièrement investi par le Conseil Constitutionnel ivoirien, est renversé par un coup d'Etat menée par l'armée française appuyée par les soldats de l'ONU, pour installer Alassane Ouattara à la tête de la Côte d'Ivoire. Capturé à sa résidence par les éléments des forces spéciales françaises, le Président (déchu) est aussitôt remis à son adversaire Alassane Ouattara. Il sera déporté, comme son épouse, son fils et plus d'une centaine de ses collaborateurs, dans le Nord du pays avant d'être transféré seul à la prison de la Cour Pénale Internationale à La Haye.

Pour commémorer ce triste et honteux épisode de l'histoire de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique, la communauté des Ivoiriennes et Ivoiriens vivant en exil a décidé de se rassembler pour se souvenir ensemble, dans le silence, dans la douleur et le recueillement.

A l'occasion de cette première commémoration, les exilés ivoiriens tiennent d'abord à rappeler les graves crimes, exactions et violences injustes commis en Côte d'Ivoire et dont le Président Gbagbo, sa famille, ses collaborateurs, la population civile, les jeunes patriotes ivoiriens et africains épris de liberté ont été les victimes dans cette crise. Ils tiennent ensuite à donner leur analyse de cette longue escalade d'actes de violence inédits qui ont culminé dans la guerre de mars-avril 2011. Ils se proposent enfin d'indiquer leur position sur les perspectives et conditions d'une sortie de crise par une vraie réconciliation nationale en Côte d'Ivoire.

I – Les faits

La crise ivoirienne a montré très clairement que Monsieur Ouattara et son parti, le Rassemblement Des Républicains (RDR) ont institué la violence dans le jeu politique ivoirien. Depuis longtemps ce parti et son Mentor, ont fait du recours systématique aux coups d'Etat et à la violence leurs principaux moyens de conquête et d'exercice du pouvoir. On peut citer l'irruption sur la scène politique des loubards avec à leur tête Hamed Bakayoko, actuel ministre de l'intérieur, dès après la nomination de Ouattara comme Premier ministre d'Houphouët en 1990 ; l'apparition quelques années plus tard des Dozos, cette force paramilitaire mystico-fétichiste aujourd'hui présente au sein des forces pro-Ouattara et, surtout, le coup d'Etat militaire menée par des militaires proches de Ouattara, dont son ancien garde de corps, qui a renversé le régime de Henri Konan Bédié en 1999 et installé le Général Robert Guéï au pouvoir. Cette utilisation de la violence est montée en intensité contre la Côte d'Ivoire, les Ivoiriens et le Président Laurent Gbagbo à partir de 2000 à travers notamment, les violentes marches de protestation du RDR des 4 et 5 décembre 2000 et la tentative avortée du coup de force des 7 et 8 janvier 2001, perpétré par des soldats déserteurs pro-Ouattara. Ces deux moments de violence ont causé d'importantes destructions de biens publics et plus de 200 victimes civiles et militaires. Cette escalade de la violence politique a donné au parti de Monsieur Ouattara un goût prononcé pour la méthode des assassinats de hautes personnalités de l'Etat dans l'exercice de leurs fonctions, comme moyen pour atteindre ses fins : l'exécution atroce du ministre de l'intérieur Désiré Tagro dans la journée fatidique du 11 avril 2011, nous rappelle celle de son malheureux prédécesseur, le ministre d'Etat Emile Boga Doudou, au petit matin de cette nuit tragique du 18 au 19 septembre 2002.

Nous gardons encore aujourd'hui dans le souvenir de nos mémoires traumatisées les scènes d'horreur des innombrables exactions et des crimes odieux commis à la fois par les FRCI de monsieur Ouattara et les soldats de la force française Licorne sur les populations civiles sans défense et sur les jeunes patriotes qualifiés souvent à tort pour justifier le crime, de « miliciens pro-Gbagbo » dans tous les quartiers d'Abidjan et singulièrement à Yopougon et à Cocody. Dans le palais présidentiel appelé pour la cause « le Bunker de Gbagbo » comme sur le campus universitaire de Cocody, ce sont plusieurs centaines de jeunes aux mains nues qui ont été atrocement tués sous les bombardements des hélicoptères français et onusiens.

Comment garder sous silence la réalité du génocide Wê qui a cours sous nos yeux dans l'ouest de notre pays et dont le martyr des 800 civils massacrés par les forces pro-Ouattara à Duékoué n'est que la partie visible ?

En réalité le nombre total de morts causés par la crise post électorale dépasse de loin le chiffre officiel de 3000 victimes avancé par les médias internationaux : il est plus raisonnable de le situer entre 9000 à

10000 morts. Mais la longue liste des crimes à l'actif du régime Ouattara ne s'arrête pas là ! Il faut encore y ajouter les expropriations arbitraires des personnes soupçonnées d'avoir soutenu la campagne du président déchu ; les arrestations et poursuites engagées contre les militants connus et électeurs supposés de LMP et du FPI ; les déportations et emprisonnement des collaborateurs du président Laurent Gbagbo dont le professeur Aké N'Gbo, son premier ministre sortant et Affi N'Guessan, son ancien premier ministre et président du FPI. Il y a enfin la mise à sac systématique de l'appareil d'Etat perpétrée par les FRCI, qui ont organisé le pillage des banques, la destruction incompréhensible des services de l'administration et des biens publics, meubles, immeubles et équipements divers !

II – Notre analyse.

Les exilés Ivoiriens, et ils ne sont pas les seuls, notent :

1 - que malgré tous ces crimes et préjudices, le pouvoir Ouattara qui avait promis une Démocratie inclusive et un redressement économique rapide du pays, ne parvient pas à rétablir ni la sécurité publique, ni la confiance des opérateurs économiques, ni un climat politique propice à la réconciliation nationale. La doctrine du « rattrapage ethnique » et son cortège de nominations arbitraires, de licenciements abusifs, l'aggravation du chômage, l'augmentation du coût de la vie, etc. tout cela génère encore plus de pauvreté et de détresse sociale dans le pays;

2 - L'acharnement obstiné du régime Ouattara à déporter, à embastiller, à pourchasser et traquer ses adversaires politiques par tous les moyens (Gels des avoirs, confiscations de patrimoines privés, mandats d'arrêts internationaux délivrés à tout vent etc.) dénote une gouvernance d'un autre âge ! De mémoire d'homme politique, jamais depuis le procès de Nuremberg, un régime dit « d'alternance démocratique » n'a marqué autant d'acharnement et pratiqué une « justice des vainqueurs » instrumentalisée, en pourchassant ses adversaires politiques, jusque dans leurs derniers retranchements en exil, en allant jusqu'à les priver de moyens d'existence, de moyens de scolariser leurs enfants et pour tout dire, en déniaient leurs droits élémentaires à la vie et en les menaçant dans leur intégrité physique.

Les dirigeants politiques du FPI n'ont pourtant jamais produit, faut-il le rappeler, une idéologie dangereuse pour la paix mondiale, comme le laissent supposer tous ces mandats d'arrêts internationaux destinés à les traquer. Bien plus ils ont toujours siégé avec les partisans de messieurs Alassane Ouattara et Konan Bédié dans les différents gouvernements du président Laurent Gbagbo, dont Seydou Diarra du RDR, Charles Banny du PDCI et Guillaume Soro de la rébellion ont été successivement les Premiers ministres. Au demeurant il est de notoriété publique que les auteurs et inspirateurs du concept de « l'ivoirité » dont on tente vainement de faire endosser la responsabilité aux dirigeants du FPI, participent à l'heure actuelle au gouvernement de monsieur Alassane Ouattara à Abidjan.

A quoi répond donc l'obsession du pouvoir Ouattara à liquider radicalement les dirigeants du FPI et de LMP, sinon à une forme de délire politique proche de la paranoïa ?

III – Notre position :

Les Ivoiriennes et Ivoiriens vivant en exil, les militants, sympathisants et dirigeants du FPI et de LMP, le peuple et les patriotes ivoiriens portent toujours le deuil de la déportation du Président Laurent Gbagbo, le deuil de leurs camarades de lutte décédés en exil, le deuil de tous les civils et militaires Ivoiriens morts pour la patrie dans la guerre injuste faite à la Côte d'Ivoire pour installer Alassane Ouattara.

Par-delà la douleur et le profond sentiment d'injustice, nés des événements d'avril 2011, et alimentés par l'impunité totale dont bénéficient les forces pro-Ouattara, ils se déclarent cependant prêts à œuvrer pour le redressement de la Côte d'Ivoire et pour la réconciliation nationale. Il revient toutefois au nouveau pouvoir, de réunir les conditions d'un dialogue politique véritablement inclusif et constructeur ; conditions sans lesquelles aucune perspective d'avenir ni pour notre pays ni pour la paix en Afrique de l'ouest n'est envisageable.

En conséquence, nous exigeons :

- la libération immédiate et sans condition de nos collègues et camarades de lutte déportés et embastillés ;
- le rétablissement sans délai de la sécurité publique, des droits fondamentaux et libertés démocratiques pour tous ;
- la dissolution des FRCI et la restauration des forces armées régulières de Côte d'Ivoire dans leur fonction régaliennne, en attendant la construction de nouvelles forces armées nationales et républicaines en Côte d'Ivoire ;

-la restitution des domiciles occupés, des patrimoines confisqués et le déblocage des avoirs et des biens gelés ;
-la suspension des mandats d'arrêts internationaux et des différentes poursuites engagées dans la logique d'une justice des vainqueurs en attendant la réhabilitation d'une justice véritablement républicaine dans notre pays.

Fait ce jour, 11 Avril 2012

Pour la Coordination des Ivoiriens en Exil

Le Porte parole Dr Assoa Adoul

Source : Coordination des Ivoiriens en Exil

2-2 Fernand As : Un an seulement, mais déjà trop de mauvais souvenirs

Un an seulement, mais déjà trop de mauvais souvenirs Je ne raconterai rien concernant cette période, rien que d'y penser, ma colère s'accroît...Le simple fait de me souvenir me met hors de sens!

Libres comme l'air, et prenant du bon temps, ceux qui ont agressé ma patrie sont devant moi et se la coulent douce : Quel sentiment voulez-vous que j'éprouve pour cet anniversaire, pour cette date commémorative ? Pour eux, je ne suis qu'une bestiole dont on se moque, une parmi d'autres bestioles dont ils disent « c'en est fini pour eux ! »

Pour s'exprimer aujourd'hui, Il y a des voix plus autorisées que la mienne: Mon chef, mon Leader, ce père de famille, cet homme bon et intègre a subi des choses atroces, ainsi que sa famille et tous ses collaborateurs.

Je ne peux plus voir ces images, je refuse de revoir ces scènes, cette vidéo qui circule sur internet, destinée à la télé française et qui véhicule les scènes atroces des bombardements et de l'arrestation infamante du représentant légitime de mon pays, avec, gravé dans l'image la marque de la chaîne de télé, le sceau du colon agresseur !

Nous, sympathisants de SEM Laurent Gbagbo, appelés abusivement « jeunes » patriotes, nous avons été lâchement assassinés comme des bêtes !...

Je suis un patriote, un point, c'est tout ! Et je ne peux pas me réjouir en ce jour ! Laissez-moi prendre mon élan pour donner ma réponse, la réponse appropriée !!!

Je ressens une vive douleur dans la poitrine, une grande irritation parcourt mon être, un tremblement violent secoue ma tête, j'écume de rage !

Aujourd'hui tout ce qui m'anime, c'est ce qui se rapproche de la révolution ! Je suis un révolté ! Seul je ne pourrai rien, mais je suis prêt à faire de l'auto-stop, pour rejoindre le véhicule de la révolution permanente !

Camarade Hassane Magued, permets-moi de t'appeler « camarade » car tu transcris les émotions de mon âme, ce que je veux dire, ce que je veux faire! En ce jour, Camarade de la Révolution Permanente, je voudrais te saluer pour cette flamme que tu continues d'entretenir en moi. Assurément, j'embarquerai à bord du train de la révolution, je me joindrai à toi pour apprendre plus ! Je n'attends que ce jour...

Excusez-moi, vous qui me lisez, je ne veux pas de pardon, ni une intervention visant à calmer ma douleur, ma colère

Je ne vous parlerai pas de l'humiliation subie par mon pays .Je me suis fixé une date pour la raconter : ce jour-là, j'aurai défait cette coalition de malfaiteurs et après avoir rendu grâce au Seigneur Jésus pour la liberté et la délivrance qu'Il m'aura accordées, je parlerai...

Je loue continuellement le Seigneur de ce qu'IL me protège quotidiennement! Parce que ce jour-là, en le racontant, je m'arrêterai sur la victoire éphémère de ce pouvoir frileux, moribond et destructeur.

Oui ce lundi 11 Avril 2011...reste pour la Côte d'Ivoire digne, une date sombre ! Depuis cette date, les dignes filles et fils de Côte d'Ivoire n'ont jamais cessé de regarder leur mère Patrie avec les larmes aux yeux, en proie aux pires déchirements depuis que leur pays, terre d'accueil pour tout être humain recherchant une terre d'hospitalité, gémit sous la botte de l'occupation étrangère.

Je vois mes frères, mes sœurs, mes amis et mes compatriotes, empêchés d'ouvrir la bouche pour dénoncer l'injustice qu'ils subissent à grande échelle avec la complicité de la fameuse dame communauté internationale, cette mafia réduite aux pays qui nous agressent.

Tous se rétractent ou se taisent, scrutant l'horizon pour percevoir une lueur d'espoir. Tout est sombre autour d'eux !

Oui le lundi 11 Avril 2012 marque la date où la Côte d'Ivoire culturelle a pris rendez-vous avec la mort. Les Artistes comédiens et écrivains ne pouvant même plus désormais dénoncer les dérives de ce régime totalitaire par des pièces et des œuvres satiriques. Où est l'artiste engagé aujourd'hui ? Où sont même les pseudos artistes engagés, qui faisaient leurs choux gras des mensonges concoctés par la nébuleuse et leurs collabos ? Lago Paulin, Billy Billy, N'guess bon sens, Gbi de fer et consorts ...complétez la liste ! Oui le lundi 11 Avril 2011 c'est aussi le jour de l'apparition de la traîtrise, le jour où la traîtrise prit forme humaine avec des noms précis dans nos rangs : Elie Halasou, Charles Koffi Dibi, un certain Nombélanssini de la BNI, Mamadou Koulibaly qui adoptera le 11 de chaque mois pour commémorer la date de la création de son parti LiDeR etc.

Le lundi 11 Avril 2011 c'est aussi la date à partir de laquelle, mon pays enregistrera encore des morts en cascade, d'ouest en est, en passant par le sud.

En ce jour, que pourrais-je dire de plus, chers camarades de la résistance....

Fernand As

[Lundi 11 Avril 2011...Mercredi 11 Avril 2012](#)

<http://www.lynxtogo.info/oeil-du-lynx/.html>

2-3 Gilles Naismon : Les forces pro-Ouattara engagent une traque aux jeunes.

Le voyage d'Alassane Ouattara à l'ouest de la Côte d'Ivoire est une occasion de pénitence pour des jeunes soupçonnés d'être des miliciens ou des pro-Gbagbo par les partisans du numéro un ivoirien. Dans le courant de la semaine du 2 au 8 avril dernier, Glaho Noël, connu sous le pseudonyme de Bolo, arrivé dans la ville de Duékoué pour une course personnelle, a été repéré par des éléments des *Forces républicaines de Côte d'Ivoire* (Frci) en tenues civiles et des militants du *Rassemblement des républicains* (Rdr) comme un milicien en reconnaissance des lieux avant l'arrivée d'Alassane Ouattara. Il a été arrêté, sauvagement bastonné, enlevé et retrouvé mort les heures qui ont suivi. A 42 ans, Glao Noël, originaire de Fengolo (7Km de Duékoué), laisse derrière lui une femme et 4 enfants.

Cette tragédie qui s'est produite au grand jour, en pleine ville, révèle la face visible de la traque dont sont victimes depuis quelques semaines de nombreux jeunes de l'ouest, notamment dans le Gémon et le Moyen-Cavally, en prélude à l'arrivée d'Alassane Ouattara. Les villages et campements enregistrent en effet des patrouilles de Frci et chasseurs traditionnels Dozos à la recherche de «miliciens» ou de jeunes soupçonnés être des pro-Gbagbo. Ils prétendent sécuriser la venue d'Alassane Ouattara dans une région qu'ils estiment lui être encore hostile.

Une source proche des personnes victimes de traque indique que la nouvelle députée Rdr, Touré Flanizana, a été saisie de cette situation mais jusqu'à présent c'est le statu quo. La situation est telle que les ressortissants de l'ouest, les wê plus particulièrement, vivant en ville craignent de s'aventurer dans leur région ces jours-ci. **«Il suffit qu'un jeune arrive de la ville et il est très vite assimilé à un milicien venu préparer les jeunes à une éventuelle attaque contre Alassane Ouattara qui se prépare à venir à l'ouest»**, révèle Joseph B., qui s'apprêtait à se rendre au chevet de son père gravement malade à Duékoué. Des témoins sur place craignent que la région replonge à nouveau dans un cycle de violence, comme cela a été le cas à Guitrozon et Petit Duekoué en 2005 et Carrefour en 2010, au moment où quelques rares populations, ayant pris leur courage à deux mains, retournent dans leurs quartiers et villages afin de réapprendre à vivre.

Gilles Naismon

08-04

<http://cameroonvoice.com/news/news.rcv?id=6551>